

## **INDICATEURS ET VECTEURS DE LA POLITISATION DES INDIVIDUS : LES VERTUS HEURISTIQUES DU CROISEMENT DES REGARDS**

**Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin**

**Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)** | « Critique internationale »

2011/1 n° 50 | pages 9 à 20

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724632200

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-1-page-9.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Myriam Aït-Aoudia *et al.*, « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale* 2011/1 (n° 50), p. 9-20.

DOI 10.3917/cii.050.0009  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards

par Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi,  
Jean-Gabriel Contamin

Le terme « politisation » est sollicité de manière récurrente pour des problématiques de science politique et de sociologie, dans des contextes et à propos de réalités très différentes : politisation de la nature, de la paysannerie, des sondages, de l'administration, de la religion, des militaires, des jeunes, politisation de quartiers, politisation culturelle<sup>1</sup>... Sans doute pourrait-on constituer l'équivalent de l'inventaire à la Prévert que Ian Hacking a composé à propos de la « construction sociale de X » et le paraphraser en concluant : « C'est fou le nombre de choses dont on peut dire qu'elles sont *politisées* ! »<sup>2</sup>.

L'inconvénient d'une telle profusion est bien sûr que ce « concept-éponge » en arrive à subsumer des réalités de plus en plus hétérogènes, et à perdre en

1. Près de cinq cent documents réfèrent directement à ce terme dans la base actuelle de la Bibliothèque de l'IEP de Paris.

2. « C'est fou le nombre de choses dont on peut dire qu'elles sont socialement construites ! » Ian Hacking, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte, 2008 (1999), p. 13 et suivantes.

intensité et en contenu ce qu'il gagne en extension. L'ouvrage en hommage à Jacques Lagroye est à cet égard symptomatique puisque, tout en regroupant un ensemble de contributions stimulantes, il fait cohabiter près d'une dizaine d'acceptions différentes du concept de « politisation », au point que l'on ne sait plus très bien, de contribution en contribution, si ce sont ou non les mêmes phénomènes que l'on analyse et dont on discute<sup>3</sup>. Cette profusion rend difficile toute discussion scientifique autour de la « réalité » des dynamiques de politisation, des facteurs qui en rendent compte, de leurs effets ou des méthodes adaptées pour les étudier : selon les chercheurs, les études, voire les moments d'une même étude, les mêmes mots semblent désigner des processus en partie différents.

L'un des objectifs de ce dossier, par ailleurs issu d'une journée d'étude, d'un atelier thématique et d'un séminaire<sup>4</sup>, est précisément de contribuer à clarifier ce concept de politisation en se centrant sur une seule de ses dimensions : la politisation des individus, plus précisément des individus que l'on qualifiera d'« ordinaires », dans la mesure où ce ne sont pas des professionnels de la politique (membres de partis, élus, hauts fonctionnaires, etc.)<sup>5</sup>.

Restreindre ainsi le champ de l'investigation ne résout toutefois pas toutes les difficultés conceptuelles. Il est en effet plusieurs manières de définir, d'analyser et de questionner la politisation des individus : l'analyse socio-historienne qui rapporte le processus de socialisation individuelle à une question d'acculturation électorale ; l'analyse sociologique qui se focalise sur l'intérêt manifesté pour le champ politique, en articulation avec la question de la compétence savante ; la transposition de ce concept dans d'autres espaces géographiques et sociaux qui l'étend notamment aux formes plurielles de participation et de compétences politiques.

L'autre objectif de ce dossier est de rassembler des contributions qui portent sur des réalités relativement éloignées les unes des autres et qui tiennent peu ou prou à certaines des traditions susmentionnées, afin de montrer l'intérêt et

3. Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003. Voir Myriam Aït-Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin, « Contribution à une histoire sociale de la conception lagroyenne de la politisation », *Critique internationale*, 48, juillet-septembre 2010, p. 207-220.

4. Journée d'étude organisée par Mounia Bennani-Chraïbi, Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (IISMM-EHESS), 4 juin 2007 ; Atelier « Regards croisés sur la politisation des individus, ici et ailleurs, hier et aujourd'hui », IX<sup>e</sup> congrès de l'AFSP, Toulouse, septembre 2007 ([www.afsp.msh-paris.fr/congres2007](http://www.afsp.msh-paris.fr/congres2007)) ; Séminaire « Politisations comparées », IISMM-EHESS, 2007-2010 ([www.polcomp.free.fr](http://www.polcomp.free.fr)). Ce dossier doit beaucoup aux échanges qui ont eu lieu à ces occasions. Un remerciement général à l'ensemble de celles et ceux qui y ont participé, en particulier à Michel Offerlé qui a accepté de jouer le rôle de discutant lors de l'atelier de l'AFSP et à Jean-Noël Ferrière qui a co-organisé le séminaire.

5. Pour une présentation critique des travaux sur cette question, voir Pierre Lefebvre, « Les rapports ordinaires à la politique », dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort (dir.), *Nouveau Manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 374-377.

les limites de ce concept quand il est appliqué à des populations telles que des villageois noirs-marrons et amérindiens en Guyane française, des étudiants en Turquie, des membres d'associations de quartier mais aussi des habitants de bidonvilles et des victimes de la répression au Maroc, des militants du Secours catholique en France.

La mise en perspective de ces contributions nous amène à poser deux questions : tout d'abord, à partir de quel moment peut-on dire qu'il y a politisation et que l'on est face à des individus « politisés » ? Ensuite, qu'est-ce qui permet la politisation des individus, les vecteurs pouvant varier non seulement en fonction des terrains envisagés, mais aussi en fonction des indicateurs retenus ?

### Les indicateurs de la politisation des individus

Quels sont les critères qui permettent au chercheur de qualifier tel individu de « politisé » et tel processus de « politisation » ? Pour répondre à cette question, on peut s'en remettre soit à la conception subjective des acteurs eux-mêmes, soit à la perception qu'ont de ces acteurs leurs pairs, leurs opposants et/ou les autorités institutionnalisées<sup>6</sup>. On peut également, sans être en contradiction avec ces deux acceptions, se fonder sur la littérature et distinguer deux définitions de la politisation des individus<sup>7</sup> : l'une, restrictive, qui s'attache aux rapports que les individus entretiennent avec la sphère institutionnelle spécialisée ; l'autre, extensive, qui dépasse cette définition conventionnelle de la politique pour considérer comme « politisés » des intérêts, des attitudes et des pratiques sans lien avec cet espace institutionnel.

### Les rapports des individus à la sphère institutionnelle

L'approche restrictive de certains travaux portant sur la politisation circonscrit la politique aux pratiques et aux discours centrés sur l'élection, l'offre électorale et le vote, autrement dit aux éléments de définition de la démocratie représentative. Dans ce cadre, trois axes peuvent être distingués. D'une part, des historiens et des socio-historiens analysent la politisation des individus ordinaires dans les zones rurales ou urbaines comme un processus de familiarisation originelle à la politique moderne au XIX<sup>e</sup> siècle, tant du

6. Jean-François Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3), juin 1985, p. 343-372.

7. Pour une critique de la « prétention des [chercheurs] à repérer [le politique] par-dessus l'épaule des gens », voir Jean-Noël Ferrié, Baudouin Dupret, « L'idée d'une science sociale et sa relation à la science politique », *Revue française de science politique*, 60 (6), 2010, p. 1159-1171.

point de vue des pratiques que des représentations<sup>8</sup>. Dans son ouvrage sur l'instauration du suffrage universel en France, Alain Garrigou définit ainsi la politisation comme « le mouvement par lequel les populations se sont intéressées et ont participé à la politique »<sup>9</sup>. Au-delà de leurs divergences, notamment sur les questions de chronologie, ces chercheurs s'attachent à saisir les rapports que les individus ordinaires entretiennent avec le champ politique en formation, dans un contexte de genèse de la représentation politique moderne. La politisation équivaut donc ici à l'apprentissage historique de la citoyenneté.

D'autre part, des sociologues se sont intéressés aux rapports que les individus ordinaires entretiennent, dans notre période contemporaine de routinisation démocratique, avec la politique officielle. Dans son ouvrage pionnier, Daniel Gaxie analyse la politisation du point de vue de « l'intérêt et [de] l'attention accordés aux activités et aux productions du champ politique, c'est-à-dire [du point de vue de] l'intensité avec laquelle les agents sociaux suivent la compétition politique et le travail des acteurs politiques »<sup>10</sup>. Cette acception trouve tout son sens au regard de la question initiale de l'auteur : éprouver le lien d'équivalence établi dans la théorie démocratique à partir du XIX<sup>e</sup> siècle entre démocratie électorale et citoyen éclairé politiquement. D. Gaxie met au jour une inégale politisation des citoyens, due aux différents degrés de compétence politique (les connaissances savantes sur le champ politique et le sentiment d'incompétence), degrés qui tendent à varier selon la classe sociale et plus spécifiquement selon le niveau d'instruction et le capital culturel.

Enfin, d'autres chercheurs s'intéressent à la question de la socialisation politique en considérant celle-ci comme l'acquisition d'un « rapport à la politique comme univers spécialisé dans lequel les concepts de parti, d'idéologie, d'élection, etc., ont une place déterminante »<sup>11</sup>. Cette conception « étroite » implique dès lors de se donner les moyens de repérer des mécanismes de transmission et d'acquisition spécifiquement politiques.

8. Pour une synthèse analytique des travaux sur la politisation des paysans en France, voir Laurent Le Gall, « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914). Esquisse pour un état des lieux », dans Jean-Claude Caron, Frédéric Chauvaud (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes : France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005. Sur les mobilisations politiques dans les villes, voir Michel Offerlé, « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », dans Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1985, p. 149-174. Sur le rôle de l'Église dans la politisation des Français sous la III<sup>e</sup> République, notamment dans les périodes électorales, voir Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2006.

9. Alain Garrigou, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 1992, p. 14.

10. D. Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil, 1993 (1978).

11. Sophie Maurer, *École, famille et politique. Socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, Paris, Dossier Études n°15, Allocations familiales, CNAF, décembre 2000, p. 7.

Ce sont ces trois axes de l'approche restrictive que l'on retrouve dans les articles de Benjamin Gourisse et de Stéphanie Guyon. Pour cette dernière, les populations amérindiennes et noirs-marrons de Guyane française sont politisées lorsqu'elles s'approprient dès 1946 (de diverses façons) les catégories modernes de la démocratie électorale dans un contexte inédit d'accession à la citoyenneté. Cette appropriation se manifeste par la formation d'une conscience civique et par l'acculturation aux catégories politiques spécialisées. Benjamin Gourisse, quant à lui, étudie le rapport qu'entretiennent de jeunes étudiants turcs avec les différentes organisations politiques présentes dans leurs universités dans les années 1970. Leur politisation se manifeste par des prises de position explicites par rapport à l'offre partisane, dont on peut rendre compte par leur socialisation politique familiale antérieure et, surtout, par les modes de vie universitaire (habitat et offre politique locale).

Ces définitions ne sont toutefois pas sans poser question. Elles ont tout d'abord tendance à être en partie ambivalentes. S'ils s'accordent sur une conception institutionnelle de la politisation, tous les travaux suscités divergent sur le « seuil » d'apprentissage des savoirs et savoir-faire politiques à partir duquel on peut parler de politisation. Pour les uns, l'acte de vote est en soi un indicateur de politisation, pour les autres, le vote peut être désinvesti de toute signification politique<sup>12</sup>. Ces approches restrictives tendent en outre à penser la politisation essentiellement dans une perspective démocratique comme si être politisé signifiait nécessairement être acculturé aux normes démocratiques contemporaines. Dès lors, tout caractère politique et politisé est dénié à un ensemble d'actes tels l'abstention électorale ou le port d'une tenue vestimentaire particulière. C'est notamment pour répondre à ces objections qu'un ensemble de travaux portant sur des sociétés autoritaires mais aussi démocratiques proposent une conception élargie de la politisation des individus.

### **Le politique par-delà la sphère institutionnelle**

De nombreuses recherches proposent en effet des indicateurs qui visent à « désencastrer » la notion de politisation des individus d'une vision stato-centrée du politique.

Rejetant les thèses de l'apathie des citoyens ordinaires dans les régimes autoritaires et prenant en compte les « phénomènes de pluralisation et de fragmentation de l'autorité »<sup>13</sup>, certains chercheurs caractérisent comme politiques des

12. D. Gaxie, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, 6 (22), 1993, p. 138-164.

13. Michel Camau, Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.

pratiques et des discours qui se situent au-delà des frontières de la sphère institutionnelle. Ils vont ainsi « à la quête des objets politiques non identifiés »<sup>14</sup>, explorent d'autres « avenues de la participation »<sup>15</sup>, d'autres types de compétences pratiques comme les « arts de résistance »<sup>16</sup>, les « arts de la rue »<sup>17</sup>, la « politique par le bas »<sup>18</sup>, ou encore la *street politics*<sup>19</sup>. Les pratiques de résistance et de transgression sous différentes formes (culturelles, sportives, etc.) ainsi que les « ruses » sont analysées et réhabilitées comme des formes de politisation contestataire des individus ordinaires.

D'autres chercheurs enquêtant dans le cadre des sociétés démocratiques voient dans le passage du singulier au collectif un indicateur de la politisation des individus, le collectif ou la constitution d'un « nous » équivalant à la fois au nombre et au sujet qui énonce. William Gamson propose à cet égard une grille de repérage à partir de trois dimensions : l'indignation morale face à l'injustice (*injustice frame*), l'identification à un « nous » par opposition à un « eux » (*identity frame*) et le sentiment de pouvoir remédier à la situation et de changer les conditions qui créent l'injustice (*agency frame*)<sup>20</sup>. Nina Eliasoph s'est intéressée aux conditions d'énonciation des discours orientés vers le bien commun, notamment chez des membres d'associations de loisirs et des groupes à vocation sociale : « Ce qui m'intéresse, c'est le processus permettant l'élargissement du champ des préoccupations, c'est une manière de parler, animée par l'esprit public, et non pas un sujet qui serait ou non politique »<sup>21</sup>. En France, des chercheurs défendent également une acception du politique qui dépasse la sphère institutionnelle. Jean Leca propose de « repérer » le politique à partir de la notion de conflit<sup>22</sup>. Dans une démarche proche refusant de retenir la qualification indigène et les rapports à la mobilisation

14. Denis-Constant Martin, « À la quête des OPNI (Objets politiques non identifiés). Comment traiter l'invention du politique ? », *Revue française de science politique*, 39 (6), 1989, p. 793-815.

15. Diane Singerman, *Avenues of Participation: Family, Politics and Networks in Urban Quarters of Cairo*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

16. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 (1990).

17. Patrick Haenni, *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris/Le Caire, Karthala/CEDEJ, 2005.

18. Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992.

19. Asef Bayat, *Street Politics: Poor People Movements in Iran*, New York, Columbia University Press, 1997.

20. William A. Gamson, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992. Pour une autre analyse de groupes de conversation, voir Sophie Duschene, Florence Haegel, « La politisation des discussions au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, 54 (6), 2004, p. 877-909.

21. Nina Eliasoph, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apatie dans la vie quotidienne*, Paris, Économica, 2010 (1998), p. 25. Grâce à son observation ethnographique, l'auteur montre bien que les individus « évitent » les discussions politiques, c'est-à-dire animées par le souci du bien commun, lorsqu'ils sont dans des scènes publiques, alors que cet « esprit public » est réellement présent dans les conversations privées, en coulisses.

22. Jean Leca, « Le repérage du politique », *Projet*, 71, 1973, p. 9-24.

électorale et partisane, Camille Hamidi identifie deux indicateurs de politisation des discours : la montée en généralité et la dimension conflictuelle<sup>23</sup>. Enfin, dans une perspective de sociologie pragmatique, Danny Trom s'intéresse aux contraintes qui pèsent sur les individus lorsqu'une expérience singulière devient un problème public : par politisation, il faut entendre ici une dynamique de désingularisation<sup>24</sup>.

Plus généralement, dans cette perspective élargie, la politique n'est pas une sphère d'activité définie *a priori* mais un processus qui peut affecter n'importe quel domaine<sup>25</sup>. Plusieurs des contributions rassemblées ici s'inscrivent au cœur de ces débats. Dans une étude croisée de la politisation des victimes de la répression et des habitants des bidonvilles au Maroc, Frédéric Vairel et Lamia Zaki développent la conception gamsonienne de la politisation des individus. Yann Raison du Cleuziou, quant à lui, propose le concept de « politisation incrémentale » dans son examen du parcours de certains membres du Secours catholique français. À partir d'ajustements à la marge et de requalification d'activités, la politisation des enjeux, des individus et des collectifs s'opère dans un même mouvement. Enfin, Mounia Bennani-Chraïbi décrit les intrications des participations associative et politique à partir des qualifications que les membres d'associations de quartier de Casablanca donnent eux-mêmes de leur action. Plutôt que d'analyser le processus de « politisation », elle observe les renégociations par les acteurs de leur rapport au politique dans les différents « sites d'interactions entre gouvernés et agences de gouvernementalité plurielles ».

On aborde dès lors un second point, celui des vecteurs de la politisation. De fait, comme le note I. Hacking, « la plupart des mots se terminant en “tion” recèlent une ambiguïté entre le processus et le produit, entre la manière dont on atteint le but et le résultat »<sup>26</sup>.

23. Camille Hamidi, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, 56 (1), 2006, p. 5-25.

24. Danny Trom, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49 (1), 1999, p. 31-50.

25. Dans ce cadre, la seconde tradition de travaux portant sur la socialisation politique (voir *supra*) défend l'idée qu'il n'existe pas de transmission et d'objets spécifiquement politiques. Dans sa synthèse, S. Maurer cite par exemple « les représentations des divisions sociales, des rapports de classe, des mécanismes de privation et de distribution, la hiérarchisation des conflits, mais aussi les manières d'être et de faire qui situent l'individu ». S. Maurer, *École, famille et politique. Socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*, cité, p. 8 et suivantes.

26. I. Hacking, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, *op. cit.*, p. 59.

## Les vecteurs de la politisation des individus

La seconde piste de réflexion qu'empruntent les contributions rassemblées dans ce dossier porte en effet sur la question des vecteurs de la politisation des individus. Trois grandes voies sont ici esquissées et proposées : le rôle du contexte, celui des entrepreneurs de politisation, et la place des dispositions et des compétences.

Chacun des articles insiste sur l'importance du contexte : dans quelles circonstances des individus se politisent-ils ? Il semble que ce soient le plus souvent des contextes eux-mêmes « politisés » qui contribuent à la politisation des individus. Effets politisants d'événements auxquels on participe ou de mobilisations auxquelles on est convié : l'élection ou les élections coutumières (S. Guyon), les manifestations ou les actions de sensibilisation au vote (M. Bennani-Chraïbi). Effets politisants d'événements que l'on subit : la répression policière qui s'abat sur un fils et provoque une rupture biographique dans les familles (F. Vairel et L. Zaki). Effets politisants de lieux de polarisation et de politisation intenses : les universités en Turquie qui ne laissent guère d'autres possibilités aux étudiants que de choisir leur camp ou d'être rattachés à une organisation politique (B. Gourisse). En retour, certains auteurs rappellent comment la façon dont les « patrons » refusent d'entrer dans un rapport « politisé » avec leurs « clients » contribue à tenir ceux-ci éloignés d'une conception idéologisée et « politisée » de la vie publique (S. Guyon). Ces travaux démontrent toutefois que certains contextes ne peuvent être « politisants » qu'à la condition de ne pas paraître politisés. C'est le sens du concept de « politisation incrémentale » proposé par Y. Raison du Cleuziou. C'est aussi la perspective de F. Vairel et L. Zaki : à la « politisation de la contrainte » et « par ricochet » des familles de victimes de la répression sous Hassan II qui accèdent à la parole politique en réaction à la situation dont elles sont victimes s'oppose la « politisation sous contrainte » et diffuse des bidonvillois qui ne peuvent faire avancer leur cause qu'en la « déconflictualisant » et en la dépolitisant. Il est également des contextes dans lesquels la qualification de « politisé » est tellement stigmatisante qu'une politisation des individus ne saurait passer que par le truchement d'un déni de toute dimension politique<sup>27</sup>. Nous pourrions ajouter qu'il est à l'inverse des situations où

27. Pour un autre exemple de ce type, voir Amélie Le Renard, « "Droits de la femme" et développement personnel : les appropriations du religieux par les femmes en Arabie Saoudite » *Critique internationale*, 46, janvier-mars 2010, p. 67-86. Plus largement, ce questionnement est au cœur de la réflexion développée autour du concept de « capital social », tel qu'il a été conceptualisé par James Coleman et David Putnam, en considérant que des activités associatives éloignées de la sphère politique traditionnelle pourraient contribuer à l'émergence de dispositions et de compétences en matière politique. David Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster, 2000. Sur une discussion récente de ces travaux, voir C. Hamidi, *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*, Paris, Économica, 2010.

cette qualification est tellement valorisante qu'elle peut être instrumentalisée pour donner une aura de légitimité à des pratiques dont les logiques ne sont pas tant politiques que, par exemple, commerciales, mais dont les effets peuvent néanmoins être en partie politisants<sup>28</sup>.

On aborde alors un deuxième type de vecteur évoqué dans l'ensemble des contributions de ce dossier : les « entrepreneurs »<sup>29</sup> de politisation. Quels sont les individus, les groupes ou les structures qui imposent un sens politique à telle ou telle pratique et qui, ce faisant, contribuent à une politisation des agents et des problèmes<sup>30</sup> ? Le débat s'est en partie structuré, à partir des travaux des historiens et des socio-historiens, autour de l'opposition entre une « politisation par le haut » – *via* le travail d'agents électoraux, d'adversaires politiques ou de commentateurs, institutionnels et médiatiques, qui amènent les simples citoyens à appréhender telle ou telle pratique comme politique et les incitent à l'adopter – et une « politisation par le bas », *via* les pairs, les pratiques de sociabilité, les querelles locales ou les faits quotidiens, qui peuvent conduire à des formes de prise de conscience<sup>31</sup>. Ainsi, certaines contributions insistent sur des phénomènes d'exo-labellisation et sur le travail d'encadrement réalisé par des organisations partisans (B. Gourisse), par des acteurs positionnés dans la scène politique instituée (M. Bennani-Chraïbi) ou par des personnels ecclésiastiques, des élus municipaux ou des acteurs associatifs déjà politisés (S. Guyon ; Y. Raison du Cleuziou). D'autres, ou quelquefois les mêmes, insistent sur la place des pratiques associatives, de l'économie émotionnelle et morale et de la gestion de difficultés au quotidien dans l'émergence de rapports plus ou moins politisés à l'espace public (S. Guyon, M. Bennani-Chraïbi, F. Vairel et L. Zaki). Au-delà de cette opposition, tous les auteurs se retrouvent peu ou prou autour d'une lecture en termes de « carrières de politisation » : les trajectoires de leurs acteurs sont marquées par une participation à des événements en vertu de laquelle ils sont progressivement étiquetés comme « politisés », ce qui contribue à les mettre en position d'être davantage politisés par la suite. Beaucoup se retrouvent également autour de l'idée que ces mêmes entrepreneurs de politisation peuvent, selon les configurations, se muer en entrepreneurs de dépolitisation qui visent à neutraliser un certain nombre d'activités et thématiques en

28. Voir Olivier Dabène, *Exclusion et politique à São Paulo. Les outsiders de la démocratie au Brésil*, Paris, Karthala, 2006.

29. En s'inspirant du concept forgé par Howard Becker, dans *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985 (1963).

30. Sur cette problématique, voir Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po/Daloz, 2002 (1991), p. 321 et suivantes.

31. Sur cette distinction et pour une mise à l'épreuve de sa fécondité heuristique, voir Laurent Le Gall, *L'électeur en campagnes dans le Finistère. Une Seconde République de Bas-Bretons*, Paris, Éditions Les Indes savantes, 2009.

désactivant toute connotation supposée trop politique. Ainsi, selon les moments et les lieux, les relations de clientélisme peuvent jouer comme des vecteurs de politisation, d'apolitisation, voire de dépolitisation (S. Guyon, M. Bennani-Chraïbi, F. Vairel et L. Zaki).

Ces différences peuvent tenir au troisième type de vecteur envisagé ici : les dispositions et les compétences. Dans quelle mesure faut-il être doté préalablement d'un ensemble de dispositions pour être réceptif à un contexte de politisation ? Les travaux issus de la sociologie politique ont fait de cette question une de leurs focales, en insistant tout particulièrement sur les compétences. Cette « loi » se retrouve dans l'article de S. Guyon, qui souligne que le passage à la politique spécialisée semble être réservé aux seuls acteurs dotés d'un capital scolaire. En revanche, pour M. Bennani-Chraïbi, ce capital n'est pas suffisant pour conduire à une politisation au sens restrictif du terme, *via* l'action associative. Quant à B. Gourisse, il montre que dans un régime autoritaire, où la politisation apparaît comme une catégorie stigmatisée, c'est le capital social et scolaire qui permet de s'isoler des contraintes de politisation, en l'occurrence, celles des institutions universitaires turques, alors que ceux qui n'ont pas ces ressources ne peuvent s'en extraire, et sont dès lors privés de la capacité, voire du privilège de demeurer apolitiques ou dépolitisés.

**L**e principal objectif de ce dossier est de complexifier une vision par trop simpliste et dichotomique de la politisation des individus. De même qu'on ne peut plus se contenter d'associer une conception restrictive et institutionnelle de la politisation des individus à des agents sociaux relativement dotés culturellement et socialement, à l'intervention d'un ensemble d'entrepreneurs de politisation et à la survenance d'événements ou de discussions qui sont eux-mêmes objets de politisation, de même la conception élargie d'une politisation « par le bas » propre à des agents moins dotés socialement et confrontés à des situations d'oppression ou à des expériences quotidiennes difficiles doit être révisée.

La diversité des terrains analysés dans ce dossier permet de mettre en relief la variété des situations : tantôt, ce sont les plus dotés en capital social et culturel qui se trouvent à l'abri de toute politisation, tantôt cette politisation, même dans un sens restrictif, suppose une neutralisation politique des pratiques et des thématiques qui peut être le fait des moins dotés socialement et culturellement. Il est des situations où un événement qu'on souhaite éloigné de toute considération politique participe à la politisation des individus tandis qu'un autre, qui est étiqueté comme politique, fait l'objet d'appropriations ludiques ou instrumentales, dénuées de tout souci de montée en généralité ou de lien à l'action publique institutionnelle. Enfin, certaines formes de politisation

acculturent les individus à une conception antidémocratique et non citoyenne du politique, sans qu'on puisse dénier qu'il se produise une politisation. C'est ainsi de la confrontation de terrains, d'approches et de problématiques hétérogènes que l'on peut espérer voir émerger une vision paradoxalement plus complexe et plus claire de la politisation des individus, qui permette notamment une articulation avec les autres dimensions de la politisation, celles des thématiques, des discussions et des interactions, et des événements. Cette vision vient également de la confrontation des méthodes, la variété des enseignements tirés de ces différentes contributions étant liée à la variété des outils utilisés : entretiens rétrospectifs (S. Guyon et B. Gourisse), retour sur le terrain après quelques années (Y. Raison du Cleuziou), suivi longitudinal des acteurs sur la moyenne ou la longue durée (M. Bennani-Chraïbi, F. Vairel et L. Zaki). Comme souvent, les méthodes employées participent autant de ce que le chercheur peut voir que de ce qu'il a le plus de mal à voir. ■

**Myriam Aït-Aoudia** est maître de conférences en science politique à l'IEP de Bordeaux et chercheuse au SPIRIT (Science politique-relations internationales-territoire, UMR 5116). Ses travaux actuels portent sur la sociologie des partis politiques et des mobilisations, et sur la sociologie de l'enseignement du droit (ANR Elidroit). Elle a notamment publié « Imams et dirigeants du FIS : analyse d'un mode d'entrée et d'action partisan », *Les Cahiers de l'Orient* (84, hiver 2006, p. 12-32) et « L'invention d'une forme de militantisme partisan : entre mobilisations religieuses et caritatives, le cas du FIS », dans Jean-Gabriel Contamin, Bruno Duriez, Frédéric Sawicki (dir.), *Les continuités et discontinuités du militantisme* (Presses universitaires de Rennes, à paraître en 2011). Adresse électronique : [m.ait.aoudia@sciencespo-bordeaux.fr](mailto:m.ait.aoudia@sciencespo-bordeaux.fr)

**Mounia Bennani-Chraïbi** est professeure associée à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Ses travaux actuels portent sur les mobilisations électorales, les carrières militantes associatives et partisans au Maroc. Elle a dirigé avec Olivier Fillieule, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes* (Paris, Presses de Sciences Po, 2003) ; avec Myriam Catusse et Jean-Claude Santucci, *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc : les législatives 2002* (Paris, Karthala, 2004) ; avec Iman Farag, *Jeunes des sociétés arabes : par-delà les menaces et les promesses* (Le Caire/Paris, CEDEJ/Aux lieux d'être, 2007). Sur les partis politiques, elle a notamment publié « "Hommes d'affaires" versus "profs de fac". La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée* (15 (2), 2008, p. 205-219).

Adresse électronique : [Mounia.Bennani-Chraibi@unil.ch](mailto:Mounia.Bennani-Chraibi@unil.ch)

**Jean-Gabriel Contamin** est professeur de science politique à l'Université Lille 2 et directeur du CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales, UMR 8026). Ses travaux actuels portent sur la sociologie des mobilisations, la méthodologie des sciences sociales et l'étude des usages sociaux du droit. Il a notamment publié, avec David Alcaud, Laurent Bouvet, Xavier Crettiez *et al.*, *Le dictionnaire de science politique* (Paris, Dalloz-Sirey, 2010, 2<sup>e</sup> édition) ; avec Emmanuelle Saada, Alexis Spire et Katia Weidenfeld, *Le recours à la justice administrative. Pratiques des usagers et usages des institutions* (Paris, La Documentation française, 2009) ; avec Olivier Le Noé, « La coupe est pleine Videla ! Le Mondial 1978 entre politisation et dépolitisation », *Le Mouvement social* (230, 2010, p. 27-46).  
Adresse électronique : [jean-gabriel.contamin@univ-lille2.fr](mailto:jean-gabriel.contamin@univ-lille2.fr)